

J.A. 1820 MONTREUX 1

N°14
11 JUILLET 1969
PRIX: FR. 0,60

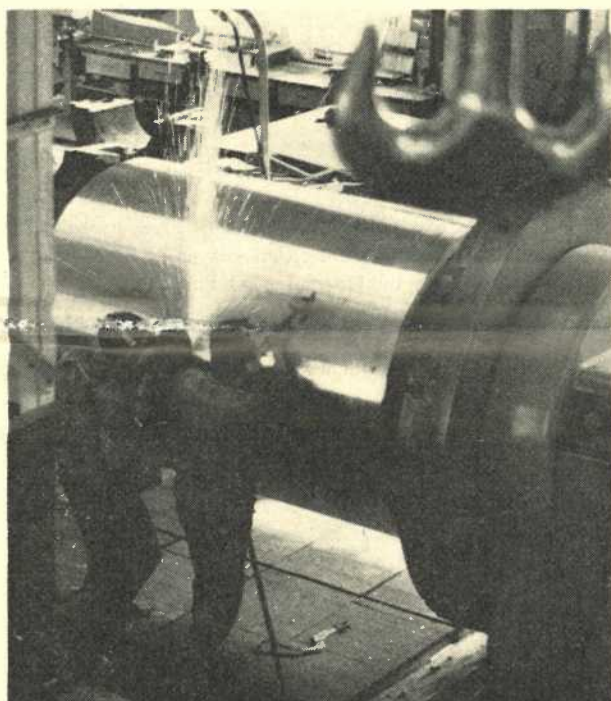
TRIBUNE DE CAUX

Etudiants et jeunes travailleurs

**NOUS POUVONS
ET NOUS ALLONS...**



Photos C.I.R.I.C.



...PASSER

*de la pensée critique
à la pensée constructive
de la discussion à la participation
des réactions
aux prises de responsabilité
de l'apathie à l'engagement*



Arthur Strong

**Agriculteurs
face à l'avenir**



Le fils du directeur de l'Union centrale suisse des producteurs de lait est à Caux avec son père et M. Joachim Weber, président de l'Union suisse des paysans (à droite).

Ouverture et continuité¹

A force d'avoir été dits et répétés, les mots d'ouverture et de continuité n'ont plus que leur signification politique. Bientôt, comme beaucoup de leurs prédécesseurs, ces termes seront à bout de souffle et devront être relevés par d'autres.

Mais cette usure ne viendrait-elle pas aussi de ce que l'homme de la base n'a pas reçu ou entendu énoncer les vérités et les garanties dont le pays a véritablement besoin ?

Ouverture. Il pourrait s'agir aussi de l'ouverture, permanente, à une source d'autorité supérieure reconnue par tous. Celle que certains appellent leur conscience, d'autres Dieu. Celle à laquelle peuvent se référer ensemble et séparément gouvernant et gouverné, patron et ouvrier, professeur et étudiant, mari et femme. Des expériences accumulées au cours de ces dernières années sous tous les cieux et dans tous les milieux, prouvent que c'est cette attitude-là qui permet de sortir de l'impasse, parce que les mobiles profonds des hommes s'en trouvent réorientés. Et dans les trois secteurs clés qui préoccupent le plus les Français de 1969 — la monnaie, la situa-

tion sociale et l'éducation nationale — n'est-ce pas précisément de la confiance que créera cette ouverture-là qu'on a le plus besoin ?

Continuité. Par rapport à quelles valeurs fondamentales ?

En cette période de profonde remise en question, il ne faut guère être perspicace pour découvrir qu'au-delà de la contestation, la majorité des Français sont très désorientés. Gagneront la confiance les gouvernants qui sont honnêtes et désintéressés, qui vivent ce qu'ils disent. Gagneront l'appui des masses les gouvernants qui ont plus à offrir que le bien-être, la stabilité et la paix.

Parlant en 1959 de l'action menée par les hommes du Réarmement moral, Robert Schuman y voyait « l'amorce d'une vaste transformation sociale ». « Il ne s'agit pas de changer de politique, écrivait-il, il s'agit de changer des hommes. La démocratie et ses libertés ne seront sauvées que par la qualité des hommes qui parleront en leur nom. » Oui, la poursuite de cette transformation sociale — à l'intérieur et hors de nos frontières — devra être l'œuvre de l'homme d'Etat et du citoyen qui pratiquent dans cette perspective l'ouverture et la continuité.

PH. LASSERRE

¹Extraits du *Courrier d'Information* du Réarmement moral, Paris.

La tâche à entreprendre

La Conférence internationale du travail à Genève a été, nous l'avons déjà dit, l'occasion d'une prise de conscience des problèmes qui confrontent le monde entier. De ses contacts avec de nombreux délégués, le Dr Paul Campbell, du Canada, coauteur du livre *Refaire des hommes*, tire les conclusions que voici :

L'un des hommes que j'ai rencontrés est à la tête du syndicat des travailleurs des plantations de Malaisie. Je lui ai demandé : « Que pouvons-nous faire, en Occident, pour vous aider le mieux possible ? » Il m'a répondu : « Quand un fabricant de montres suisses met son produit sur le marché, il en fixe le prix

et c'est ce que nous devons payer. Mais pour nous, c'est à Londres et à New York que se décide le prix du caoutchouc que nous produisons. S'il est vrai que depuis la guerre notre production a augmenté de 400 %, les cours mondiaux n'ont fait que baisser. Ce que nous voulons, ce n'est pas de l'aide, mais une juste rétribution de nos produits. »

Même son de cloche chez un interlocuteur indonésien. « Nous recevons de l'aide de certains pays, m'a-t-il dit, mais à condition d'acheter leurs produits au prix fixé par eux, qui est souvent plus élevé que celui que nous pourrions payer ailleurs. »

Quelles conclusions tirer de ces remarques ? Le heurt entre nations nanties et na-

tions pauvres est le problème clé de notre époque. Il nourrit l'amertume de millions d'hommes, ouvre la voie à une corruption effrénée, rejette les individus dans la critique destructrice, conduit au désespoir et fait de la violence l'arme de peuples entiers.

C'est dans cette relation entre riches et pauvres que doivent s'opérer les changements les plus fondamentaux, car elle est la plus explosive de notre époque. L'esprit de l'homme lui permet d'atteindre la Lune. Mais ses motivations le soumettent au code de la jungle. Faire en sorte que les motivations des hommes — et des gouvernements — soient à la mesure des défis du XXI^e siècle, voilà la tâche à entreprendre.

Parlant du Réarmement moral, un délégué affirmait qu'il s'agissait d'un facteur essentiel dans l'évolution de notre temps. Pour ma part, je pense que la solution réside dans l'application de ce facteur à l'échelle mondiale, avec toute la conviction et l'intelligence que requiert ce combat. ■

SÉANCE des « promotions » bien inhabituelle dans l'austère salle de l'Alabama à l'Hôtel de Ville de Genève, pour la remise des diplômes aux stagiaires tunisiens qui ont passé deux ans à Genève dans une école de mécanique. Après le conseiller d'Etat Ruffieux et le directeur du cours, l'ambassadeur de Tunisie auprès des Nations Unies exhorta ses jeunes compatriotes à mettre en pratique chez eux ce qu'ils ont appris en Suisse, très spécialement l'habitude du travail précis. « Vous ne devez jamais vous contenter de l'à-peu-près », leur recommanda-t-il.

Au moment où la Coopération technique suisse reconnaît que « la valeur des hommes envoyés dans le tiers monde est aussi importante que l'argent attribué aux projets », il est intéressant de voir comment les jeunes Tunisiens ont organisé leur vie pendant leur stage. Mettez vingt-deux jeunes gens, pleins de vie et d'initiative dans une ville étrangère, et vous aurez vite beaucoup de questions ! Pour les résoudre, les stagiaires ont élu, tous les trois mois, un conseil de cinq membres qui examinaient les problèmes concernant l'ensemble de l'école ou la situation particulière de l'un ou l'autre de leurs camarades. En deux ans, ce conseil s'est réuni plus de cinquante fois. Il en est résulté une vraie collaboration entre les élèves, une plus grande discipline générale, et un enseignement donné dans de bien meilleures conditions.

TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours
Publié par Editions
Théâtre et Films de Caux S. A.
Rédaction, administration, publicité :
1824 Caux
Tél. (021) 61 42 41 CCP 10 25366

Abonnement ordinaire d'un an :

Suisse Fr. 15.—
Autres Pays Fr. 18.—

France F 20.—
à verser au CCP 73, Lyon,
Société Générale, Annemasse

Prix spécial pour étudiants :

Suisse Fr. 9.—
France F 10.—

Rédacteurs responsables :
Daniel Mottu, Paul-Emile Dentan
Imprimerie Corbaz S.A., Montreux

Aimez-vous ce journal ?

Pour se développer comme elle le doit, la Tribune de Caux a besoin d'être lue encore par davantage de lecteurs. Ne pensez-vous pas que certains de vos amis ou connaissances aimeraient la lire ? Inscrivez donc ci-contre le nom d'une personne que vous connaissez qui ne la reçoit pas encore.

Veuillez envoyer gratuitement la Tribune de Caux pendant deux mois à

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

A adresser sous enveloppe ouverte à la Tribune de Caux, CH-1824 Caux. (En Suisse affranchir avec 10 ct.)

Régler les problèmes à l'échelle des continents

Si ce n'était un pléonasme, on dirait que la conférence agricole, tenue à Caux du 27 au 29 juin, s'est occupée du rôle du paysan dans l'agriculture ! On a en effet touché à l'intime : « A quoi cela sert-il de vouloir préserver les exploitations familiales si les familles des exploitants sont divisées ? » s'est écrié un paysan zurichois avant de raconter comment il avait rétabli l'unité avec son père.

On a passé au mondial : « Ce que j'apprécie à Caux, a déclaré le président de l'Union suisse des paysans, le conseiller national Joachim Weber, c'est de pouvoir débattre des problèmes de l'agriculture

à l'échelle non seulement des nations, mais des continents. » A cet égard, la présence aux côtés de responsables agricoles suisses et européens, d'un des dirigeants de l'Association des fermiers du Kenya et d'un conseiller agricole au Nigeria, a contribué à élargir les échanges de vue.

Quant à M. Fritz Hofmann, directeur de l'Union centrale des producteurs de lait, il a fait un large tour d'horizon, abordant des sujets aussi délicats que le prix du beurre, le plan Mansholt et... l'honnêteté dans les affaires commerciales. Voici les grandes lignes de son exposé :

DANS les pays hautement industrialisés, des machines de plus en plus perfectionnées ont sensiblement augmenté la productivité de l'agriculture, aboutissant souvent à l'accumulation d'excédents. En conséquence, toutes sortes de mesures sont préconisées pour diminuer la production. S'adressant plus spécialement à ses interlocuteurs venus d'autres continents, M. Hofmann s'est demandé si, face aux besoins du monde, une politique visant à diminuer les ressources alimentaires était logique.

Il a évoqué également les contradictions provoquées par la politique du « chacun pour soi ». Par exemple, le 80 % des exportations de produits laitiers suisses se fait dans les pays voisins. Ceux-ci, par ailleurs, s'efforcent de placer leur beurre et leur fromage sur le marché suisse, en recourant parfois au dumping. Pendant ce temps, des pays d'Afrique manquent de protéines. Ne vaudrait-il pas mieux rémunérer de façon plus équitable les matières premières oléagineuses d'Afrique qui sont, selon M. Hofmann, payées par les pays industrialisés à des « prix de misère » ? Ceci permettrait à ces partenaires commerciaux

d'acheter nos propres excédents de protéines dont ils ont un urgent besoin.

M. Hofmann a parlé également du plan Mansholt. Le but de celui-ci est, selon son promoteur, de créer des unités agricoles de type industriel qui permettraient de réduire les coûts de production et d'assurer de meilleures conditions de vie aux travailleurs agricoles. Cependant là où de telles entreprises existent déjà, les capitaux à investir sont tels que le coût de production ne diminue guère. L'orateur note aussi que la Suisse, qui a réduit sa population agricole au niveau recommandé par le plan (environ 8 %), n'en a pas pour autant résolu ses problèmes.

Vers une économie nouvelle

Enfin, abordant la question — essentielle à ses yeux — du revenu des paysans, M. Hofmann a déclaré qu'elle ne devait pas être étudiée sur le plan technique mais sur le plan humain. « Dans les pays où existent des excédents, dit-il, le consommateur est dans une situation privilégiée. Dans une large mesure, il peut dire ce qu'il est prêt à payer. Il

faut donc que les agriculteurs lui proposent des prix équitables. Si les consommateurs refusent, on peut parler à juste titre d'exploitation de la paysannerie. Le producteur, d'autre part, ne doit pas non plus essayer d'exploiter les autres secteurs de la population, par exemple en produisant de façon irresponsable des excédents et en s'attendant à ce que l'Etat, c'est-à-dire les contribuables, paient la note.

» C'est là qu'il faut, sur le plan humain, une coopération étroite entre tous les secteurs de la production et de la consommation, basée sur le fait qu'il y a assez dans le monde pour permettre à chacun de vivre décemment, mais pas assez pour satisfaire la convoitise des uns et des autres. Cela, conclut M. Hofmann, me paraît être la ligne de conduite naturelle à suivre, tant pour les dirigeants de l'agriculture que pour ceux des consommateurs et, parmi ceux-ci, je m'adresse aussi aux grandes chaînes de distribution dont l'emprise sur l'économie est de plus en plus grande. A tous, je voudrais dire que ce qui est moralement faux ne peut être, à la longue, juste sur le plan économique et politique. »

Un fermier blanc du Kenya aux prises avec les réalités de l'Afrique

TROISIEME génération à cultiver le sol du Kenya, M. Peter Anderson est venu spécialement d'Afrique pour participer à la rencontre de Caux. Ayant toujours habité le Kenya, il a vécu, comme il le dit, « toutes les tribulations, les joies et les angoisses » qu'a connues le pays ; il n'a pas hésité à adopter la nationalité kenyane. Il travaille aujourd'hui dans la ferme familiale, située dans la magnifique vallée du Rift, où les flamants roses s'assemblent par milliers au bord des lacs paisibles.

Il n'y a pas si longtemps, un groupe de visiteurs américains est venu le voir. « N'avez-vous pas peur de vivre seul parmi tant d'Africains ? » A cette question, M. Anderson répond par son cœur et par son sens des responsabilités. Il emploie sur sa ferme vingt-cinq ouvriers agricoles qui y vivent avec leurs familles. Cela fait un total de cent cinquante personnes, à qui il veut assurer subsistance et avenir.

Mais les problèmes sont nombreux. « Sa-
(Suite page suivante)



Arthur Strong

En colloque autour de la table, de gauche à droite : MM. Jacques Béguin, conseiller d'Etat, Neuchâtel, Frank Garner et Edward Evans, agriculteurs britanniques, Josef Leu, conseiller national, Lucerne, W. Fankhauser, Fritz Hofmann, G. Grob et Christopher Sykes, conseiller agricole au Nigeria.

Fermier du Kenya (Suite)

vez-vous, demande M. Anderson, que nous connaissons aussi au Kenya le grave problème des surplus agricoles ? Depuis six ans, l'agriculture a accompli des pas de géant. Grâce aux efforts du gouvernement, le café s'est bien vendu ; le blé s'est traité au prix de 50 shillings le sac ; le maïs a obtenu un prix élevé. Pourtant, nous avons maintenant plus de blé que nous n'en pouvons vendre ou consommer, plus de lait que nous n'en pouvons vendre au juste prix pour le producteur. En ce moment, un million de sacs de blé invendables sont entreposés. Si nous les vendions à des prix de « dumping » nous perdriions environ un million de livres sterling. »

La haine a changé de camp

M. Anderson aborde aussi le problème préoccupant de la mécanisation : « Mécanisez, rationalisez, nous dit le gouvernement. Mais si nous acquérions des moissonneuses-batteuses pour faire nos moissons, nous n'aurions plus besoin que de quatre ou cinq ou-

vriers au lieu de vingt. Où devraient aller les autres ? »

Mais le problème qui dépasse les autres est celui de la haine qui, après avoir dressé les Noirs contre les Blancs, a maintenant changé de camp. Les Blancs veulent se cramponner à ce qu'ils détiennent ; quant aux Noirs ils veulent s'en emparer. C'est tout le problème de l'Afrique du Sud. A cause de l'embargo économique, elle ne peut acheter les surplus agricoles de l'Afrique noire. C'est l'envers du bon sens. A cause de l'égoïsme et de la haine, tout est faussé.

C'est pourquoi M. Anderson ne voit pas d'effort plus important dans l'avenir immédiat qu'une vaste campagne pour amener les hommes de toutes races, vivant sur le continent africain, à retrouver le chemin du bon sens, loin des passions irréflechies et déchaînées et de l'égoïsme sous toutes ses formes.



M. Peter Anderson : 150 personnes habitent chez moi.

Arthur Strong

■ « Un procès de soi-même, une espérance, un engagement », telle est la description de la revue **Il est permis de se pencher au-dehors** donnée à ses lecteurs par **Le Courrier de l'Ain**, à l'occasion de la représentation de ce spectacle à Bourg-en-Bresse, le 25 juin.

La soirée était due à l'initiative du député-maire de la ville qui avait retiré « un grand intérêt et un espoir » en voyant le spectacle à Paris l'automne dernier.

Quant au maire adjoint, en recevant la troupe à l'Hôtel de Ville, il déclarait que sa venue faisait « vivre Bourg-en-Bresse à l'heure du monde, du monde dépouillé de ses frontières, de toutes ses barrières linguistiques ou raciales, de tous ses soucis de prédominance ou de domination idéologique, religieuse ou philosophique ».

■ Une activité fébrile se déroule au Théâtre de Caux où les diverses répétitions provoquent un véritable embouteillage. On a en effet assisté, il y a quelques jours, à la première représentation de **Nous sommes demain**, de Peter Howard, en français, dans une mise en scène originale, alors qu'une troupe de langue anglaise prépare fébrilement **A travers le mur du jardin**, du même auteur.

D'autre part la présence à Caux de l'auteur dramatique britannique Alan Thornhill, permet des échanges passionnants. Il a notamment animé un débat avec les participants à la rencontre des étudiants et jeunes travailleurs.

■ Le 30 juin s'est ouvert le premier des **Cours de formation pour les responsables de demain**, qui réunit 22 jeunes gens de 15 pays. Parmi eux, des séminaristes venus de Rome, des institutrices scandinaves, des étudiants éthiopiens. Les cours ont une durée de trois semaines et trois séries sont prévues cet été.

En parallèle ont lieu deux autres cours, très fréquentés. L'un pour des secrétaires, l'autre où l'on apprend les secrets de la cuisine internationale et l'art de recevoir.

Rencontre à Genève

José Mercado, président des syndicats de Colombie

LA Conférence internationale du travail se distingue de toutes celles qui se tiennent à Genève en ce sens que, loin d'être une réunion de diplomates distingués, elle rassemble durant trois semaines des hommes venus de la base qui, par leur persistance, leur courage, leur conviction, se trouvent aujourd'hui à la tête de puissantes organisations ouvrières.

Tel est le cas de José Mercado, président de la Confédération des travailleurs de Colombie, membre adjoint du Conseil d'administration du Bureau international du travail, ancien docker à Carthagène, le grand port qui sert de poumon à l'économie de la Colombie.

Teint basané, solide, chaleureux, Mercado a eu une vie peu ordinaire. Qu'on en juge. Son père était peintre en bâtiment ; sa mère faisait des blanchissages. En fait d'instruction, il n'eut que quatre ans d'école primaire ; tout le reste, il l'a acquis dans la vie. Lui-même alla travailler dans le port de Carthagène. Il ne fit pas qu'y gagner de quoi manger : bientôt, il se lança dans l'action syndicale, à un moment où aucune organisation n'existait encore et il rappelle avec fierté le défi qu'il lança lors de son discours du 1^{er} mai, en 1939. Mais il est dangereux d'être militant ouvrier. En 1951, Mercado doit quitter le port. Pour gagner sa vie, il devient musicien professionnel. Il jouera de la contrebasse dans un orchestre et s'essaiera à la composition.

Pourtant, en 1957, il refait surface à Bogota, capitale de la Colombie. Depuis lors, ses qualités s'imposent et il accède aux plus hauts postes syndicaux. Après avoir été secrétaire d'organisation de la CTC, il en de-

vient secrétaire général, puis président. Bientôt, il représente son pays au BIT et dans le mouvement syndical international.

A la tribune de l'OIT, cette année, il a exprimé avec clarté son combat : « Les travailleurs du monde, étant donné les responsabilités qui leur incombent, doivent dire et démontrer que leur participation au développement économique, à l'augmentation de la productivité, doit conduire à une répartition meilleure des richesses produites, encourager l'épargne nationale pour promouvoir le développement, accorder à la population le pouvoir d'achat nécessaire pour consommer la production nationale. Nous poussons consciemment au développement, parce que nous savons que, sans développement économique, il n'y aurait pas de progrès social, qu'il n'y aurait pas de transformations sociales. Ce chemin est plus long, peut-être, mais il est moins dangereux, et il est plus efficace que la révolution sanglante et violente. Nous ne pouvons parler de paix, ici à l'OIT, si dans nos pays nous pratiquons la violence. On ne peut pas parler ici de justice sociale si, dans nos pays, on porte atteinte à la liberté et aux droits de l'homme. »

Mercado est l'homme du développement sous toutes ses dimensions. Il est conscient à l'extrême du besoin d'établir de nouvelles structures sociales, politiques, économiques, en Colombie et dans toute l'Amérique latine. « Mais il faut des hommes pour promouvoir ces changements, dit-il. C'est là que le Réarmement moral a un rôle important à jouer. » Et il poursuit : « Les principes moraux ont beaucoup à voir avec la lutte pour améliorer la condition matérielle de la classe ouvrière. Quand les hommes ont une armature morale, ils peuvent mieux défendre leurs positions. »

« Vers une nouvelle page de l'histoire du Jura » affirme la commission des quatre Sages

LA « Commission confédérée de bons offices » a déposé son premier rapport sur la question jurassienne. Il s'agit là incontestablement d'un document important.

Les membres de la commission ne se sont pas contentés d'analyser le problème en profondeur ; ils ont proposé une série de mesures destinées à rendre possible des solutions. « La possibilité s'ouvre, pour les Jurassiens, affirment-ils, de se prononcer eux-mêmes sur leur destin politique... »

Aussi attend-on avec le plus vif intérêt la réaction des autorités bernoises, qui sera connue à l'heure où paraîtront ces lignes. Car la commission a clairement indiqué une voie différente de celle qu'on avait envisagé de suivre à Berne : l'organisation d'un plébiscite portant sur le statu quo ou la séparation. D'après d'anciens scrutins il est évident qu'aucune majorité claire ne se serait dégagée ni dans un sens ni dans l'autre, et on imagine les querelles — pour ne pas dire plus — qui en auraient résulté. Consciente de ce danger, la commission suggère une procédure susceptible de rallier une majorité plus large de Jurassiens, tant au Nord catholique qu'au Sud protestant, sur un « statut du Jura » — qui reste encore à élaborer.

On saluera aussi le fait que la commission a écarté certains *a priori* contre lesquels on

s'est buté à maintes reprises ces dernières années, par exemple celui qui consistait à souligner « les obstacles constitutionnels » à toute modification proposée. Il est tout de même encourageant d'apprendre que, contrairement à ce qu'affirmaient certains, l'institution d'un cercle électoral dans le Jura « ne se heurte à aucun principe fondamental de notre droit ».

Bref, la voie est ouverte. Dès lors, deux écueils, à notre avis, sont à éviter. Celui de l'intransigeance d'une part, celui de l'impatience d'autre part. Puisqu'il s'agit de maintenir l'entité jurassienne, de l'Ajoie jusqu'au lac de Bièche, il faudra bien que chacun y mette du sien. Mais il serait vraiment déplorable que, parce qu'on n'a que trop longtemps laissé traîner et pourrir la question jurassienne, on veuille la résoudre en quelques mois. Nous espérons qu'à Berne on le comprendra et qu'on aura le courage de s'engager dans la procédure proposée par la commission qui, si elle est suivie, durera deux bonnes années.

On s'étonnera pourtant d'une remarque figurant dans le rapport. Celle-ci relève la complexité du problème du Jura, « qui ne présente, écrit-elle, aucune analogie avec les situations dans lesquelles se trouvent plusieurs pays étrangers où vivent ensemble

des populations n'ayant pas la même langue ou la même religion. Les comparaisons faites à l'occasion avec ces pays étrangers sont dépourvues de toute réalité. »

Certes, si elle fait allusion à la comparaison, à des fins de propagande, du problème jurassien à celui de l'Algérie, de la Tchécoslovaquie ou du Biafra, on voit très bien de quoi parle la commission. Si elle entend signifier par là que toute solution du problème jurassien doit se faire à partir des données particulières du Jura et de son contexte helvétique, cela va de soi.

Mais sur le plan psychologique, qui joue un rôle si important en l'occurrence, il y a plus d'une analogie entre le Jura et le Québec, la Belgique, le Haut-Adige, voire Chypre ou d'autres régions du monde troublées par des conflits linguistiques ou religieux. Tous ceux qui ont voyagé dans ces régions en ont fait l'expérience et nos ambassadeurs de Suisse en savent aussi quelque chose. Tout récemment encore, un Italien du Haut-Adige, de passage en Suisse, n'avait de cesse d'aller sur place dans le Jura — et ce n'est pas un cas isolé.

Si nous n'avons aucun conseil à donner aux Jurassiens, nous avons pourtant un souhait à exprimer. Celui qu'une fois la solution trouvée par eux, dans l'unité et la fraternité, ils puissent se pencher, enrichis par leurs expériences, sur les divisions d'un monde déchiré par la haine et les interdits. C'est pourquoi, pour nous, il existe un lien entre le Jura et d'autres régions du monde troublées par des conflits ; un lien positif, où les Jurassiens seraient à l'avant-garde de ce que la Suisse peut apporter au monde. Passer à côté de cette réalité-là, c'est peut-être passer à côté de la solution du problème du Jura.

« La paix du travail » doit être un stimulant pour aborder les vrais problèmes

APRÈS quatorze mois de discussions serrées, la Convention collective dans l'industrie de la métallurgie suisse, dite de la « paix du travail », vient d'être renouvelée pour une nouvelle période de cinq ans. Cette convention, élaborée pour la première fois en 1937 par des hommes clairvoyants, préconise de résoudre « selon les règles de la bonne foi » les différends et les conflits éventuels. Passée à la veille de la Seconde Guerre mondiale, elle a permis à l'industrie métallurgique suisse de se développer dans un climat de stabilité remarquable, où la discussion paritaire a toujours été préférée aux grèves et aux lock-outs.

Cependant, les problèmes de l'industrie ont pris maintenant une telle accélération qu'une consultation tous les cinq ans entre organisations syndicales et patronales « factières » — comme on dit en Suisse — n'est plus du tout suffisante. Aussi le principal mérite des récentes discussions est-il, selon M. Schneiter, secrétaire de l'Union des industriels en métallurgie du canton de Genève, qu'elles marquent « le début d'un dialogue permanent au niveau le plus élevé ».

Les syndicats avaient abordé cette négociation avec l'espoir de monnayer le « facteur ordre » qu'ils représentent avec des avantages matériels, comme un « pécule de vacances » réservés aux seuls syndiqués. Ceci, dans leur esprit, aurait encouragé les travailleurs non syndiqués, qui sont aujourd'hui fort nombreux, à rallier les rangs du syndicat. Ceux-ci souffrent en effet de cette maladie du siècle qu'est la léthargie qui s'empare des hommes une fois leur sécurité matérielle assurée. Un pourcentage considérable des travailleurs, étrangers pour la plupart, bénéficient de l'engagement syndical d'une minorité de leurs camarades sans rien payer ni de leur poche ni de leur personne. Il y a là, évidemment, une grave question que les récentes discussions n'ont pas résolue.

Il y eut, du côté syndical, une forte opposition à la signature de la convention. Certains l'exprimèrent par goût de la « contestation » à la mode, d'autres par le désir absolument sincère de voir le patronat s'engager plus à fond dans une « participation » réelle des travailleurs à la gestion des entreprises. « Ce ne sont pas que des mots, déclare

M. Eugène Suter, secrétaire de la section genevoise de la FOMH. Car la participation permet justement au salarié — et en particulier au délégué syndical — de jouer un rôle actif dans l'aventure commune. Le vote positif de lundi dernier, malgré toutes les réserves et les incertitudes, exprime l'espoir de modifications profondes. »

Au terme de ces négociations, il a été créé, notamment, un fonds de participation, qu'alimenteront les syndicats et les associations patronales ; il sera géré en commun, et permettra de financer certaines activités syndicales, ainsi que la formation professionnelle complémentaire (recyclage). Il a en outre été acquis un certain nombre d'avantages concernant les vacances et les caisses de retraite. En tout, il en coûte au patronat 67 millions.

Ouf ! disent les uns qui redoutaient une épreuve de force ; hélas ! rétorquent les autres qui ne sont pas satisfaits des résultats obtenus. Il reste effectivement beaucoup à faire, spécialement pour intégrer dans la vie sociale et syndicale du pays et de l'industrie
(Suite page suivante)

Ce que nous attendons du rendez-vous de juillet

Au moment où des dizaines d'étudiants et de jeunes travailleurs arrivent à Caux du Moyen-Orient, d'Afrique et de tous les coins d'Europe, un étudiant d'Oxford nous dit pourquoi lui et une trentaine de ses camarades de différents pays ont pris l'initiative de cette rencontre. M. David Belden, en commençant son cinquième semestre d'histoire moderne à Oxford l'automne prochain, prendra aussi ses fonctions de corédacteur de l'hebdomadaire étudiant Isis.

Ceux qui veulent savoir quelles seront les bases de l'université de l'avenir feraient bien de venir à Caux au cours de ce mois de juillet. Dans les facultés, on est aujourd'hui formé à l'analyse critique de la société. Cependant, les remous qui se manifestent dans les universités occidentales prouvent qu'un grand nombre d'étudiants veulent dépasser l'analyse et s'engager en vue de transformer la société.

Du 5 au 27 juillet, des centaines d'étudiants, d'apprentis et de jeunes travailleurs d'Europe et du tiers monde se retrouveront à Caux avec des représentants de l'industrie. Chacun d'entre eux aura l'occasion de découvrir comment il peut personnellement contribuer à changer la société.

De l'analyse...

Après deux années à Oxford, j'estime que nous autres étudiants courons le danger de ne devenir que des analystes spécialisés qui restent en marge des événements. En quittant l'université, nous aurons appris à déceler les pressions de la société pour maintenir l'ordre établi, mais serons-nous capables d'y résister ? Or, une analyse des problèmes du monde qui n'est pas accompagnée d'une conviction de pouvoir les résoudre conduit inévitablement au cynisme et au désespoir.

Le Réarmement moral nous permet de sortir du dilemme entre la soumission au statu quo et la destruction de la société. Il n'est pas une théorie ajoutée à tant d'autres ; il offre l'expérience concrète de milliers

La paix du travail (Suite)

les ouvriers étrangers qui contribuent à la prospérité générale et pour lesquels le syndicat devrait être le moyen d'expression qui leur manque aujourd'hui. Mais la voie est ouverte, l'élan est donné. Il faudra, comme le faisait remarquer un représentant syndical genevois, poser une fois les vraies questions : comment remédier à l'apathie générale ? Comment ne pas être si obnubilé par l'amélioration de notre bien-être que nous en oublions le sort des masses du tiers monde ? En effet, les « damnés de la terre et les forçats de la faim » on changé de continents.

P.-E. D.

d'hommes qui sont effectivement sortis de la vieille forme de société pour entrer dans la nouvelle.

...à la pratique

Pendant ce mois de juillet, au cours de séminaires et d'assemblées, dans des cercles de discussions, les participants pourront s'en-

tretenir avec des hommes qui ont pu révolutionner des données établies du commerce mondial, de l'industrie privée ou nationalisée, des relations raciales ou internationales.

Le but de la conférence n'est pas tant de discuter intellectuellement ces faits acquis que de s'en inspirer pour rechercher des solutions à d'autres problèmes spécifiques. Il s'agira de s'instruire tout en tirant des plans d'action, d'orienter sa propre vie tout en pensant à l'avenir des continents. En ce qui me concerne, je trouve à Caux les preuves irréfutables qu'une société nouvelle est en train d'être bâtie par des hommes qui changent.

D. B.

Portrait d'une étudiante en colère

A chaque génération, il y a des gens qui ont la perspicacité d'ouvrir la voie de l'avenir. Même s'ils doivent souvent partir seuls, un jour les autres s'inspirent de leur exemple.

Martine Algrain est un des pionniers de la nouvelle révolution estudiantine. L'année dernière, elle était parmi les manifestants dans les rues de la capitale française. En fait son école, la Faculté libre de Paris, était en agitation depuis le début de l'année. Les élèves s'insurgeaient contre certaines décisions du conseil de l'école et réclamaient la démission du recteur. Aussi les locaux étaient-ils occupés et le jazz régnait-il dans les amphithéâtres. Quand la contestation s'est étendue à toutes les écoles de Paris, Martine et ses camarades se sont joints avec conviction aux manifestants.

« Le Quartier latin a été libéré et la république communiste proclamée, explique-t-elle. Là on pouvait faire ce qu'on voulait, on projetait des films censurés et tout était gratuit. A vrai dire, on ne s'est jamais tant amusé. Mais il y avait aussi les bagarres avec la police et c'était souvent dangereux. Cela aussi contribuait à nous maintenir dans un état d'échauffement perpétuel.

— Contre quoi vous rebellez-vous tout au fond ? ai-je demandé à Martine Algrain.

— Il y avait tout un mélange, répond-elle. Certes, beaucoup de nos structures scolaires sont désuètes. Mais la plupart d'entre nous étions en révolte contre notre milieu, contre cette indifférence de notre société en face des événements comme ceux du Biafra et du Vietnam.

— Cela vous a-t-il conduit quelque part ?

— Eh bien ! une fois l'euphorie de la révolution passée, nous nous sommes retrouvés tous avec nous-mêmes, chacun enfermé dans sa situation propre. A la maison, cela n'allait pas et j'avais fait le projet de prendre mon indépendance. J'ai décidé alors d'accepter une invitation que j'avais reçue d'aller à Caux. »

Là, elle s'est passionnée pour les conférences, elle a dévoré tous les livres de la bibliothèque, mais elle était moins enthousiaste pour la cuisine ! « Je préférerais les grandes idées à la pratique ! » dit-elle.

Mais à Caux on avait pris le problème par le bon bout : c'était à elle de décider ce qu'elle voulait faire de sa vie. Devenir interprète ? Ce n'était peut-être qu'un beau rêve. Il était clair qu'avec le peu d'entrain qu'elle mettait à travailler, elle n'arriverait pas loin. Et une fois le diplôme acquis, serait-elle satisfaite de traduire des phrases avec lesquelles elle ne serait pas d'accord ? Caux, d'autre part, lui montrait comment se rendre vraiment utile.

Toutes ces pensées tournaient dans sa tête. Séduite d'un côté, rebelle de l'autre, comment allait-elle sortir du dilemme ? « Et puis un jour une personne m'a rendu un grand service. Elle m'a prise à part et m'a dit : tu empoisonnes tout le monde ici par ton attitude, il te faut choisir. Je suis restée, mais cela a impliqué d'entreprendre cette révolution radicale qui transforme les gens de l'intérieur. J'ai commencé par ce que j'étais déterminée à ne pas faire : j'ai écrit aux membres de ma famille pour mettre les choses en ordre avec eux. »

Depuis lors, Martine s'est trouvée engagée dans les situations les plus critiques d'Europe : en Loire-Atlantique, dans les régions industrielles d'Angleterre, en Irlande du Nord pendant les plus dures manifestations. Ce qui pour elle rend ce programme satisfaisant, c'est qu'il s'étend au monde entier. En Europe, on peut rentrer chez soi et suivre le reste des événements à la télévision. Mais Martine Algrain et ses camarades ont fait fi du confort. La révolution qu'ils proposent est plus exigeante et va plus loin que tout ce qu'ils avaient suivi auparavant. Elle a transformé des contestataires superficiels en artisans responsables d'une société dans laquelle toutes les générations, toutes les races et toutes les classes ont leur place.

Ch. P.

Qui dit mieux ?

Puisque nous vivons à une époque où la médiocrité fait horreur (tant mieux d'ailleurs), je me suis amusée ces jours derniers à relever comment les uns ou les autres s'y prennent pour la fuir. C'est une étude qui ne manque pas d'intérêt, ni d'imprévu ! Et j'ai découvert, comme vous allez voir, que ceux qui réussissent le mieux sont ceux qui songent le moins...

**

Les critiques des pièces de théâtre qui nous sont offertes ces dernières semaines sont révélatrices de cette recherche.

Voici une pièce, à Lausanne, dont le dialogue consiste en tout et pour tout en six mots. L'auteur, si on peut l'appeler ainsi, n'en précise pas moins dans une interview qu'il puise ses textes dans Euripide et Eschyle. Est-ce par puritanisme qu'il les expurge à ce point ?

Une autre, à Paris, est l'œuvre d'un poète qui vise à évoquer par ses écrits les rugissements du tigre et du lion en même temps que leur comportement. C'est sans doute original mais, à spectacle égal, le zoo de Vincennes est meilleur marché.

**

A Stockholm, la Municipalité est pleine d'idées. Pour favoriser cette expression de soi sans laquelle de nos jours on végète dans la servitude, elle a construit un vaste panneau sur lequel chacun peut s'épancher à loisir. Il est clair qu'on n'ambitionne point ici d'influencer la postérité, car le jeu des éponges vient chaque nuit remettre démocratiquement à disposition de tous « ce grand mur de défoulement ». Et pourquoi les architectes ne prévoiraient-ils pas désormais

de tels panneaux dans les salles de séjour pour donner le coup de pouce de l'honnêteté aux familles où l'on a peine à se dire simplement ce qu'on pense ?

**

Un petit tour maintenant du côté de la littérature. Pour sortir du médiocre, le grand chic aujourd'hui serait de détruire le langage hérité de nos pères. Peut-être avez-vous eu la curiosité et le courage de jeter un coup d'œil dans ces livres nouveaux ? Moi pas. Le description qu'en fait un critique littéraire fort qualifié me suffit : « Le lecteur chemine, écrit-il, à travers des décombres de mots, où jaillissent, comme des flammes après un bombardement, des phantasmes de violence, de sexe, de scatologie¹, des vociférations blasphématoires, et des instants de très pur lyrisme. »

Pour ma part, si j'ai envie de pur lyrisme, je ne vois pas la nécessité d'aller le ramasser en fouillant dans les poubelles. L'idée de ce haro sur les mots, si vous n'avez pas deviné, c'est qu'en changeant le langage, on libère l'homme et on change le monde. Eh oui ! c'est simple, il suffisait d'y penser.

**

Et puis, voici une information qui, elle, n'a droit à aucun titre tapageur mais qui, au simple profane que je suis, paraît aborder le changement du monde avec plus de réalisme.

Le prix Antonio Feltrinelli, de dix millions de lires, attribué chaque année pour « une action exceptionnelle de grande valeur morale et humanitaire », a été décerné à Mme Coretta King, veuve de Martin Luther King. Eh bien ! honneur au jury qui a su la choisir et honneur à une femme qui a pris le monde à cœur, sans discrimination et avec un bon sens rafraîchissant !

Vous savez peut-être qu'elle a récemment fait un voyage en Inde. Elle y a dit ces mots qui ont visiblement secoué ses auditeurs : « La grandeur de Gandhi est née de la lutte et nous devons aussi choisir la joie de la lutte, quitte à souffrir dans le chemin où notre conscience nous conduit. »

Si nous voulons faire quelque chose de grand, a-t-elle ajouté, point n'est besoin d'avoir accès aux Nations Unies ou à un parlement, « chacun peut commencer en s'attaquant aux conflits qui lui sont proches et aux tensions familiales qui existent partout ».

**

Pour finir, il y a cette lettre que j'ai reçue, parlant d'une jeune femme des lointaines collines de l'Assam. Ce ne sont pas des choses que l'on raconte dans les journaux. Pourtant, à cause de gens comme elle, le monde que chacun à sa façon espère pour demain naît aujourd'hui. Et, à côté d'elle, la cohorte de ceux qui courent après l'expression, la promotion et la libération d'eux-mêmes sem-

¹ La rédaction a dû prendre son dictionnaire pour connaître la signification de ce mot savant, et voici ce qu'elle a trouvé : « Ecrits et propos grossiers où il est question d'excréments. »

ble, pour n'être pas trop sévère, entrer dans l'avenir à reculons.

Il y a six mois, cette jeune femme a perdu son mari, tué par les guérilleros. Elle avait été mariée quatre années et restait seule avec une petite fille, aigrie, durcie. Puis une personne qu'elle rencontra lui apprit à pardonner en lui faisant découvrir un monde à reconstruire, qui avait besoin d'elle.

« J'ai retrouvé la paix, dit-elle, et mon cœur est libre. Je n'ai pas besoin de tout comprendre, mais je sais maintenant que tous nous sommes enfants de Dieu. J'ai une part pour créer des hommes nouveaux dans nos collines et dans la jungle, et c'est le meilleur espoir pour l'avenir de mon enfant. »

Jacqueline

La petite cuisine du beurre

A l'occasion de la conférence agricole, M. Hofmann a été amené à parler du problème du beurre en Suisse. Après avoir rappelé que la crise de l'an dernier, provoquée par l'accumulation de stocks invendus, avait pu être résolue grâce au travail en commun des auto-rités, des producteurs et des consommateurs, M. Hofmann a poursuivi :

Vous vous souvenez qu'une « grève du beurre » avait été organisée en 1967 par des femmes qui en trouvaient le prix trop élevé. Il s'ensuivit naturellement une baisse de la consommation. Il devint impératif de procéder à des réductions substantielles de prix, la différence étant payée par la Confédération. Il fallut aussi réduire la production.

Au printemps de cette année, l'équilibre ayant été rétabli, il devint nécessaire de considérer une hausse de prix afin de diminuer la charge pesant sur la caisse de l'Etat. Nous avons décidé de consulter préalablement les quarante femmes qui avaient déclenché cette fameuse grève, bien que, dans les milieux gouvernementaux, on nous ait déconseillé de le faire. Nous leur avons ouvert tous nos livres, sans rien cacher. Nous leur avons expliqué pourquoi il nous paraissait nécessaire d'augmenter le prix du beurre. Finalement, ces dames se sont déclarées d'accord avec nos propositions, moyennant certaines conditions. Nous avons convenu qu'il n'y aurait plus d'autre augmentation jusqu'à la fin de l'année, et que les consommatrices seraient consultées en cas de nouvelles modifications des prix. Je crois que nos interlocutrices furent agréablement surprises qu'on tînt compte de leur avis.

Le 1^{er} avril, la hausse prévue est entrée en vigueur. Depuis, les ventes ont augmenté, elles aussi. Axer la politique des consommateurs sur le porte-monnaie seulement peut être démagogique. Quant aux producteurs, ils doivent aussi apprendre à voir les problèmes de plus haut.

Nous devons avant tout être conscients d'une chose, c'est que nos grands ennemis sont l'appât du gain et l'égoïsme. C'est là que réside le vrai problème du beurre.



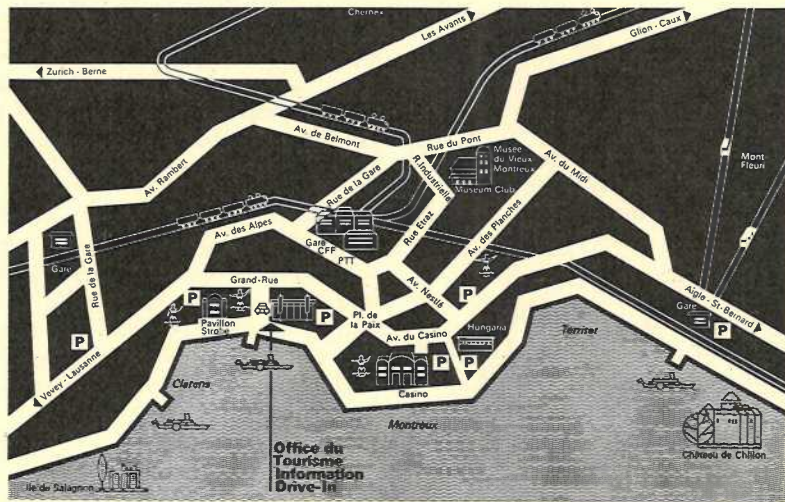
Le Conseiller **Just** connaît vos préoccupations

Beaucoup de maîtresses de maison souffrent d'une mauvaise circulation du sang et ont souvent les pieds froids. La brosse à massages et le baume Just sont alors efficaces. Des milliers de personnes l'utilisent chaque jour.

Ulrich Jüstrich, Just, Walzenhausen



Montreux



LIBRAIRIE FRANÇAISE S.A.

Livres français, anglais, allemands
Articles de bureau
Papier à lettres
Plumes à réservoirs

L. & A. GYGER MONTREUX
AV. DU CASINO 43 TÉL. 61 38 62



Confiserie - Glacier
Restauration

Montreux

S
T
Ä
M
P
F
L
I

Vos listes de mariage

seront traitées avec soin et vos parents et amis disposeront d'un choix étendu

Magasin : av. du Casino 28
Montreux
Tél. 62 38 67

H. BÉARD S.A.

Roman Mayer

Bijouterie-Horlogerie
Avenue du Casino 39, Montreux

Notre grande exclusivité :
les seules véritables perles

MIKIMOTO
avec garantie

PATEK PHILIPPE - OMEGA - TISSOT

Kramer

f r è r e s s . a .
MONTREUX

Papeterie générale
machines et meubles de bureau
auront plaisir à bien vous servir

PITTELOUD

CLARENS

Grand choix « chocolats suisses »
Envoi pour tous pays
Téléphone 61 41 41



MONTREUX

Qualité

Viandes de 1^{er} choix
Charcuterie fine
Spécialités réputées

garage de bergère
vevey
Téléphone 51 02 55

Av. Casino 55 tél. 61 40 74/5
Av. Alpes 68 tél. 61 40 76
Rue Chillon 2 tél. 61 40 77

FINDUS

surgelé

légumes, fruits,
spécialités et
poissons surgelés

La marque la plus répandue en Europe